

### 3. LA FRANCE ET L'EUROPE DEVANT LE PLAN MARSHALL

## *Plan Monnet et plan Marshall*

PAR JACQUES-RENÉ RABIER

L'ÉCONOMIE, science encore dans l'enfance, n'a pas de dictionnaire — et, par ailleurs, elle touche de trop près aux intérêts et aux idéologies pour que son vocabulaire soit dépouillé de certaines ambiguïtés et de certaines obscurités, délibérément voulues par quelques-uns et acceptées sans déplaisir par une très large majorité.

Ainsi, dès que l'on prononce les mots sacrés (ou maudits) de « plan », de « planisme » ou de « planification », on bute sur une difficulté préjudicielle — à vrai dire assez fâcheuse — qui est de savoir de quoi l'on parle. Plan Monnet, plan Marshall — sans parler des innombrables « plans » passés ou présents, nationaux ou internationaux, intéressant une branche d'activité ou étendus à l'ensemble d'une économie : autant d'élaborations conceptuelles charriées par les courants les plus divers, voire les plus contradictoires, et situées dans les circonstances historiques les plus différentes.

Peut-être ne serait-il pas inutile de s'efforcer à une rationalisation du vocabulaire avant que de tenter celle des activités économiques.

En toute rigueur, il conviendrait de distinguer le *planisme*, en tant que tendance à l'organisation de l'économie, comportant l'usage de « plans » *lato sensu*, c'est-à-dire de programmes d'action plus ou moins précis, plus ou moins cohérents — parfois simples collections de prévisions, de vœux, de revendications ou de recommandations — et la *planification*, en tant que catégorie économique spécifique. On peut admettre qu'une

J.-R. RABIER

économie concrète est planifiée (ou en voie de planification) lorsque, d'une part — condition nécessaire mais insuffisante — l'intervention de l'autorité centrale prend la forme d'un plan *stricto sensu*, c'est-à-dire d'un ensemble cohérent de dispositions arrêtées à l'avance en vue d'orienter l'activité économique, et que, d'autre part, est reconnu à cette autorité un certain pouvoir de disposition, en un secteur suffisamment étendu, sur les moyens de production.

Au minimum (planification partielle), l'action de l'autorité centrale ne s'exerce que sur certains secteurs, tels que productions de base (énergie, matières premières, transports), sur certaines activités économiques globalement considérées (investissement, emploi, échanges extérieurs), et n'agit qu'indirectement (par la répartition, la fiscalité, l'organisation et l'orientation du marché, etc.) sur l'utilisation des moyens de production ; au maximum (planification intégrale), le plan constitue un ensemble de commandements chiffrés, et l'autorité centrale substitue ses appréciations, ses injonctions, ses contrôles spécifiques aux prévisions, aux décisions et aux bilans des individus.

Entre ces trois types — planisme, planification partielle et planification intégrale — se répartissent des expériences contemporaines qui n'ont guère de commun que le mot plan et le minimum de volontarisme effectif ou velléitaire qu'il inclut. A l'une des extrémités, on trouve les plans quinquennaux soviétiques et le plan yougoslave, très proches de la planification intégrale ; à l'autre extrémité, on rencontre, ressortissant aux expériences planistes — sans parler des multiples programmes partiels qui n'intéressent qu'une branche de production ou qu'un aspect de la vie économique — des plans indicatifs comme les « budgets nationaux » du type américain, anglais, suédois, etc. Entre les deux, d'autres expériences se rattachent plus ou moins nettement à la planification partielle : par exemple le Plan national néerlandais, les Plans tchécoslovaques et polonais, enfin (sous quelques réserves), le Plan français de Modernisation et d'Équipement dit « Plan Monnet ».

Quant à ce que l'on appelle le « Plan Marshall », ce n'est encore qu'une manifestation au contour assez flou de « planisme » à l'échelle mondiale, qui s'insère dans la ligne d'une politique américaine jalonnée par le Prêt-Bail, l'U.N.R.R.A., Bretton-Woods, les prêts bilatéraux, l'aide à la Grèce, à la Turquie, à la Chine, l'aide intérimaire à la France, à l'Italie et à l'Autriche, etc.

L'ampleur dans le temps et dans l'espace du programme

## PLAN MONNET ET PLAN MARSHALL

américain pour le relèvement de l'Europe<sup>1</sup>, la nouveauté qu'il constitue pour des nations européennes, jusqu'ici repliées chacune sur elle-même dans une conception assez étriquée de la souveraineté nationale, ne doivent cependant pas laisser s'accréditer une confusion facile avec une planification internationale proprement dite. Une telle planification peut, demain, si un certain nombre de conditions sont remplies, devenir une réalité, mais la moindre étude sérieuse du « complexe Marshall » montre que l'E.R.P. en est encore assez éloigné.

Ce que nous voudrions tenter d'exposer dans les lignes suivantes, c'est ce qu'apporte à la France, du point de vue économique, le programme de relèvement européen, et plus particulièrement les chances et les risques qu'il offre en ce qui concerne la réalisation du Plan Monnet, dont au moins les lignes essentielles et les principaux objectifs semblent avoir recueilli jusqu'ici l'approbation quasi unanime de nos milieux politiques, économiques et syndicaux.

### *Ambitions initiales et premiers résultats du Plan Monnet.*

C'est en effet l'unanimité et l'enthousiasme qui présidèrent, fin 1946 - début 1947, à la naissance du Plan Monnet, soigneusement préparé avec l'active participation des diverses organisations professionnelles et syndicales, l'appui — certes nuancé, mais jamais refusé — de tous les grands partis politiques, la faveur de tous les gouvernements qui, de celui du général de Gaulle à celui de M. Léon Blum, eurent la charge du pouvoir pendant cette période. Peut-être même est-ce la seule entreprise de quelque importance éclosée en France depuis la Libération qui ait rencontré une atmosphère aussi favorable, dans l'ensemble du pays et pendant une aussi longue durée<sup>2</sup>.

---

1. « European Recovery Program » (E.R.P.) : c'est sous ce nom que nous désignerons désormais le Plan Marshall — encore que l'aide aux seize nations européennes ne constitue qu'un élément (celui qui nous intéresse plus particulièrement ici) de la politique américaine inspirée par le secrétaire d'État G. Marshall.

2. Aujourd'hui encore, en un moment de l'histoire où il ne subsiste, dans notre démocratie, que bien peu d'enthousiasme et encore moins d'unanimité, il est curieux de constater que tous les partis, à peu près sans exception, continuent à se réclamer du Plan Monnet, soit pour rappeler la part qu'ils ont prise à son élaboration, soit pour porter jugement sur tel de ses résultats, soit encore pour protester contre son éventuel abandon.

*J.-R. RABIER*

Qu'est-ce donc que le Plan Monnet ? Comment expliquer l'accord qui s'est fait à son sujet ? Qu'en reste-t-il après une année d'existence ?

On sait, pour les avoir souvent entendu exposer, quelles étaient les préoccupations centrales des promoteurs du Plan.

La France, après avoir pleinement bénéficié jusqu'au début du vingtième siècle de l'essor économique rendu possible par un bond sans précédent du progrès technique, s'est rapidement laissée distancer par les autres grandes nations. Au cours des dix premières années de ce siècle, sa production industrielle, sa production agricole et par suite le niveau de vie moyen de sa population ne se sont accrus que lentement, alors qu'ils augmentaient beaucoup plus rapidement dans la plupart des pays étrangers. La guerre de 1914-1918 vint porter un coup terrible à une économie dont le dynamisme était déjà affaibli. A peine les ruines relevées, une crise économique persistante laissa notre pays à l'écart de la vague d'expansion que connut le monde dans les années qui précédèrent immédiatement la seconde guerre mondiale. Il résulta de cette série d'événements une grave diminution du poids relatif de notre pays dans l'économie mondiale.

PART REPRÉSENTÉE PAR LA FRANCE EN % DE  
L'ÉCONOMIE MONDIALE

|                                  | VERS 1913 | VERS 1929 | VERS<br>1937-38 |
|----------------------------------|-----------|-----------|-----------------|
| Population.....                  | 2,3 (a)   | 2         | 1,97            |
| Productions { Blé .....          | 8,5       | 6,2       | 5,3             |
| agricoles { Pommes de terre..... | 9,1       | 7,4       | 6,8             |
| { Betteraves .....               | 10,8      | 12,9      | 10,5            |
| { Vin .....                      | 35,5      | 31,4      | 30,2            |
| Production industrielle.....     | 7,2       | 7         | 5,1             |
| Commerce { Total .....           | 7,7       | 6,2       | 5,1             |
| extérieur { Exportations .....   | 7,3       | 6,1       | 3,8             |
| Marine Marchande.....            | 4,7       | 4,9       | 4,3             |

(a) Y compris les départements ultérieurement recouvrés.

Vers 1937-38, l'économie française présentait des signes évidents de décadence que seuls les Français — et, ce qui est plus grave, ceux-là mêmes qui avaient pour mission de leur dire la vérité — s'obstinaient à ignorer ou à ne pas prendre au sérieux.

En valeur réelle, le revenu national de notre pays se retrouvait

## PLAN MONNET ET PLAN MARSHALL

en 1939 à peu près au même niveau qu'en 1913, alors qu'au cours de la décade précédente il avait augmenté de près de 40 %. Si, au point de vue agricole, notre production était supérieure de 8 à 10 % au niveau des années 1910-1913, les rendements de nos terres et la productivité de nos agriculteurs n'en restaient pas moins très inférieurs à ceux de nos voisins.

RENDEMENTS A L'HECTARE VERS 1934-38 (en quintaux) (a)

|                      | BLÉ  | POMMES DE TERRE |
|----------------------|------|-----------------|
| France.....          | 15,9 | 110             |
| Allemagne.....       | 21,2 | 159             |
| Grande-Bretagne..... | 23   | 159             |
| Belgique.....        | 26,9 | 191             |
| Pays-Bas.....        | 29,9 | 191             |

PRODUCTIVITÉ PAR TRAVAILLEUR AGRICOLE (France = 100) (a)

|                      | 1910-13 | 1935-38 |
|----------------------|---------|---------|
| France.....          | 100     | 100     |
| Belgique.....        | 160     | 176     |
| Pays-Bas.....        | 164     | 205     |
| Grande-Bretagne..... | 196     | 202     |

(a) D'après Charles BETTELHEIM, *Bilan de l'économie française 1919-1946*, Presses Universitaires, Paris 1947.

Quant à nos industries, malgré l'accroissement de notre potentiel de production dû à la réintégration de l'Alsace et de la Lorraine, malgré la reconstitution des installations détruites et le remarquable essor de quelques branches nouvelles (électricité, automobile, produits chimiques, caoutchouc), l'indice général de l'activité industrielle n'était en 1937 qu'au niveau 101, sur la base 100 en 1913 (et en 1938 à l'indice 85), après avoir atteint l'indice 140 au plus haut niveau de l'entre-deux guerres.

En conséquence, près du tiers de notre capacité de production restait inemployé ; le matériel, insuffisamment renouvelé, vieillissait d'année en année ; l'épargne prenait le chemin des caisses publiques ou des activités spéculatives, au lieu de servir à des investissements productifs ; notre population devait se contenter d'un niveau de vie médiocre, reposant d'ailleurs

J.-R. RABIER

ÉVOLUTION DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE  
ENTRE LES DEUX GUERRES (1)  
(base 100 en 1913)

|                                            | 1911 | 1930 | 1937 |
|--------------------------------------------|------|------|------|
| <i>Indice général</i> .....                | 92   | 140  | 101  |
| Caoutchouc.....                            | 91   | 898  | 854  |
| Bâtiment.....                              | 94   | 137  | 57   |
| Constructions.....                         |      |      |      |
| navales.....                               | 67   | 58   | 22   |
| <i>Indices de branches</i> { Textiles..... | 98   | 85   | 65   |
| Cuir.....                                  | 98   | 110  | 93   |
| Industries.....                            |      |      |      |
| mécaniques.....                            | 84   | 157  | 114  |
| Métallurgie.....                           | 84   | 129  | 102  |
| Industries extractives.....                | 94   | 123  | 100  |

a. Source : Statistique générale de la France.

en partie sur un excédent d'importations financé par les revenus des capitaux placés à l'étranger par les générations antérieures.

Il est donc aujourd'hui établi que *l'origine des difficultés économiques que nous rencontrons ne résulte pas seulement des conséquences de la guerre et de l'occupation*. Celles-ci ont toutefois fortement contribué à aggraver notre situation, en raison des dommages humains et matériels que nous avons subis et de la liquidation partielle de nos avoirs extérieurs à laquelle nous avons dû procéder pour hâter notre libération, aider à notre subsistance et amorcer notre relèvement.

C'est dans cet éclairage qu'il convient de placer l'idée essentielle du Plan Monnet. Pour relever nos ruines, restaurer notre appareil de production, améliorer notre niveau de vie et assurer notre indépendance nationale, il n'est qu'un moyen : entreprendre sans délai un courageux effort d'équipement et de modernisation, en mettant à profit l'aide que nos alliés sont susceptibles de nous apporter dans la paix comme ils l'ont fait pendant la guerre, et en nous inspirant de l'expérience acquise, dans la plupart des pays du monde, en matière de direction, d'organisation et de coopération économiques.

En effet, quoi que pensent (ou croient *penser*) les politi-

1. On remarquera l'allure différente des trois groupes industriels réunis dans ce tableau : tandis qu'une branche jeune comme le caoutchouc est montée en flèche et que les industries métallurgiques et minières maintiennent à grand-peine leurs positions, de vieilles industries comme le bâtiment, les textiles, les constructions navales sont nettement au-dessous du niveau de 1913.

## PLAN MONNET ET PLAN MARSHALL

ciens et les journalistes du conflit doctrinal entre libéralisme et dirigisme, quelque opinion que l'on ait sur telle ou telle forme de « planisme » ou de « planification », il apparaît comme certain que la complexité et l'importance des problèmes à résoudre, l'urgence de leur solution, la nécessité d'établir une hiérarchie et un rythme dans l'accroissement et l'utilisation des ressources limitées dont nous disposons — *tout concourt à rendre nécessaire l'intégration des différents aspects de la politique économique dans un plan d'ensemble, orientant et coordonnant au moins les principales activités économiques, pour une assez longue période.*

Sur ces bases, à peu près unanimement acceptées par les organisations politiques, professionnelles et syndicales, le Plan de Modernisation et d'Équipement fut mis en chantier, sous la direction de M. Jean Monnet, aidé d'une petite équipe de collaborateurs permanents et d'un millier de techniciens, de chefs d'entreprises, de syndicalistes, venant mettre en commun dans les Commissions de Modernisation leur compétence et leur expérience. Cette entreprise, absolument nouvelle en France tant par son ampleur que par les méthodes employées, a constitué sans aucun doute l'une des plus importantes mesures prises depuis la Libération dans le domaine économique.

Dans quelle mesure les espoirs soulevés par le Plan Monnet ont-ils été vérifiés ? Quelles perspectives laisse-t-il encore apercevoir ?

L'idée directrice du Plan Monnet consistait à faire retrouver à notre pays, au bout d'un petit nombre d'années — disons vers 1950 — un niveau de production supérieur à celui de la meilleure année de l'entre-deux guerres : 1929. Pour cela, il convenait d'entreprendre une série d'actions tendant simultanément à *accroître nos disponibilités en ressources-clés* (énergie, acier, main-d'œuvre, devises, etc.), *engager les programmes de modernisation des activités de base* (houillères, électricité, carburants, sidérurgie, cimenteries, machinisme agricole, transports), *inciter les autres secteurs à réaliser des « normes de modernisation »*, c'est-à-dire des réformes techniques ou économiques susceptibles d'améliorer la productivité et d'abaisser les prix de revient.

En fait, les objectifs du Plan n'ont été que partiellement atteints au cours de l'année passée, et il reste assez improbable que ceux des années 1948 à 1950 le soient intégralement. Aussi bien, les auteurs du Plan eux-mêmes, que l'on a souvent accusés d'optimisme systématique, n'ont jamais caché que l'essentiel de leur travail résidait moins dans le fait que tel

J.-R. RABIER

objectif était atteint ou telle prévision réalisée à 100 % dans les délais prévus, que dans *la méthode* de travail collectif réunissant sur des tâches concrètes les diverses administrations, les experts et les groupements professionnels intéressés, dans les *principes généraux* des actions entreprises et dans *l'esprit* qui présidait à leur accomplissement.

A l'actif du Plan Monnet, il convient d'inscrire une augmentation assez notable — encore qu'inférieure aux prévisions et insuffisante par rapport à l'étendue des besoins — des ressources-clés telles que l'énergie, l'acier, le ciment, dont la production, complétée par les apports extérieurs, a largement dépassé, malgré les grèves, les niveaux de 1946 et atteint ceux d'avant guerre. Par ailleurs, les effectifs de la population active ont, dans le secteur industriel du moins, augmenté au cours de l'année, grâce aux mesures prises pour favoriser l'immigration et retenir en France, en qualité de travailleurs libres, une partie des prisonniers libérables. Enfin, les transports ont, dans l'ensemble, fonctionné d'une façon satisfaisante, malgré l'insuffisance quantitative et le mauvais état du matériel.

L'engagement des programmes de modernisation des activités de base, second objectif du Plan, a lui aussi été effectif, bien que le rythme des investissements réalisés soit moins rapide qu'il n'avait été prévu, notamment dans les houillères, les cimenteries, le machinisme agricole — et, à un moindre degré, dans la sidérurgie, l'électricité et les transports.

RÉALISATION DES OBJECTIFS DE PRODUCTION  
DES ACTIVITÉS DE BASE EN 1947

| ACTIVITÉS               | UNITÉS                      | 1938  | 1946  | 1947           |                  |       |
|-------------------------|-----------------------------|-------|-------|----------------|------------------|-------|
|                         |                             |       |       | OBJEC-<br>TIFS | RÉALI-<br>SATION | %     |
| Houillères              | millions de T. extraites    | 47,6  | 49,3  | 55,5           | 47,3             | 85    |
| Électricité             | milliards de kilowatts-h.   | 18,6  | 22,4  | 25,5           | 25,1             | 98,5  |
| Carburants              | millions de T. raffinées    | 5,4   | 2,5   | 4,3            | 4,6              | 107   |
| Sidérurgie              | millions de T. d'acier brut | 6,2   | 4,4   | 6,2            | 5,8              | 94    |
| Cimenteries             | millions de T.              | 3,6   | 3,4   | 5              | 3,8              | 76    |
| Machinisme agricole     | milliers de tracteurs       | 1,7   | 1,9   | 12,3           | 4,3              | 34    |
| Transports ferroviaires | milliers de T. expédiées    | 133,9 | 127,8 | 150            | 140,5            | 96    |
| Transports fluviaux     | milliers de T. expédiées    | 45    | 25    | 28             | 287              | 102,5 |

## PLAN MONNET ET PLAN MARSHALL

Quant aux autres secteurs de l'économie, s'ils ont indirectement bénéficié de l'amélioration d'ensemble, l'influence du Plan sur leur propre modernisation ne paraît pas avoir été jusqu'ici nettement marquée, en raison d'une part du caractère encore assez vague des moyens d'exécution et, d'autre part, des difficultés rencontrées par les secteurs de base eux-mêmes.

Ces difficultés sont de plusieurs ordres : les unes tiennent à des facteurs difficilement prévisibles comme la mauvaise récolte de céréales, les grèves, la stagnation du rendement dans les houillères ; d'autres se rattachent aux conditions générales du démarrage même du Plan, aux résistances que les habitudes acquises, les routines des administrations ou des particuliers ont parfois opposées à son action ; d'autres ressortissent plus particulièrement à l'insuffisance des moyens d'exécution dont dispose le Commissariat du Plan, organisme de nature ambiguë, indépendant vis-à-vis des divers ministères techniques mais dépourvu de pouvoir de décision et réduit à une action d'influence et de persuasion sur ces ministères, comme d'ailleurs sur les groupements professionnels, les entreprises publiques et privées où, en dernière analyse, ses objectifs doivent s'inscrire dans la réalité de la gestion quotidienne<sup>1</sup>.

---

1. « Le Commissariat est beaucoup plus qu'un ensemble de techniciens chargés de missions délimitées et successives, exécutées sur ordres du Gouvernement ou du Parlement, et sensiblement moins qu'un organe qui a reçu officiellement délégation d'une partie des pouvoirs de décision.

« Le Plan, à lire son texte, serait impératif pour parties (les six secteurs de base), indicatif pour d'autres, alors que, dans le fait, étant donné la dispersion des ministères et des services économiques, son atout maître est un produit compliqué et instable de compétence technique, de persuasion et de pression. Les études et les consultations qu'il suppose et qu'il entraîne le muent en bureau d'études de l'économie française et lui réservent l'occasion d'être un centre de rencontre sans lui conférer les moyens d'être un centre d'arbitrage. »

François PERROUX.

« Le contrôle des quantités globales. »

*Economie appliquée* (janvier-mars 1948, p. 47).

Si l'essentiel du Plan ne réside pas dans l'ordre chiffré concernant tel objectif fixé pour telle période, du moins réside-t-il indubitablement dans les *moyens* prévus et utilisés pour son exécution et dans le *contrôle* de cette exécution. Lorsque l'on énonce que *la modernisation n'est pas un état de chose, c'est un état d'esprit* (*Rapport général sur le plan* p. 10), on met en lumière l'une des ambiguïtés fondamentales du Plan français, qui court le risque, si certaines précautions d'ordre institutionnel ne sont pas prises, d'être non plus un *état* d'esprit mais une *vue* de l'esprit.

Un plan peut être plus ou moins étendu, plus ou moins souple, mais, en toute rigueur, *il n'y a pas de planification sans obligation ni sanction.*

J.- R. RABIER

Mais les deux difficultés principales, qui d'ailleurs ont interféré avec toutes les autres pour faire obstacle à la réalisation du Plan, sont essentiellement *l'instabilité monétaire* et *la crise des moyens de paiement extérieurs*.

1° L'inflation n'est pas un fait nouveau en France. Chaque fois que notre pays a dû faire face à des besoins de financement exceptionnels : reconstruction de 1920 à 1928, réarmement et réformes sociales de 1936 à 1939, occupation de 1940 à 1944, il eut recours à l'inflation. Mais jamais ce phénomène n'avait atteint des proportions semblables à celles que nous lui avons connues au cours des derniers mois : tandis que l'indice des prix n'avait été multiplié que par 5 ou 6 entre 1914 et 1936, c'est-à-dire en moins d'un quart de siècle, il doubla de 1936 à 1940 et décupla de 1940 au début de 1948 ; pour la seule période 1944-1948, l'augmentation atteignit le coefficient 5. La France est avec l'Italie et la Hongrie l'un des rares pays à n'avoir pas su défendre sa monnaie. Or c'est précisément en pleine période d'inflation que le Plan fut mis en application, risquant ainsi d'ajouter, si des précautions n'étaient pas prises, faisant suite à une étude approfondie de ses moyens de financement, un facteur supplémentaire d'inflation.

Certes, M. Jean Monnet et ses collaborateurs ont été parfaitement conscients de ce danger et n'ont jamais hésité à indiquer aux Gouvernements successifs les conditions à réaliser pour que l'exécution du Plan fût possible ; mais, outre que ces recommandations furent généralement faites en des termes très généraux, le Commissariat était ici encore privé de moyens pour élaborer une *politique économique d'ensemble*, comprenant notamment les problèmes étroitement interdépendants des prix, du crédit, de la fiscalité, etc., et pour faire appliquer une telle politique. C'est donc ici beaucoup plus qu'une question d'hommes, une question de répartition des compétences entre les divers organismes gouvernementaux, et surtout un problème de politique générale et d'institutions.

Le développement de l'inflation a eu, entre autres conséquences, celle de détourner l'épargne nationale des emplois productifs et de contraindre le gouvernement à réviser en cours d'année son programme d'investissements, pour tenter d'assainir la situation monétaire. Pour l'ensemble de l'économie, c'est, compte tenu de l'augmentation des prix une réduction globale de l'ordre de 15 % qui a ainsi affecté le programme initial d'investissements établi pour 1947. Pour 1948, les réductions seront plus importantes encore puisque, selon

## PLAN MONNET ET PLAN MARSHALL

les dernières estimations<sup>1</sup>, les crédits de paiements prévus pour la Reconstruction correspondent à une réduction de 11 % du volume des travaux effectués en 1947, et que dans les industries de base les réductions s'étagent entre 22 % pour l'électricité et 40 % pour les chemins de fer.

PRÉVISIONS ET RÉALISATIONS DES INVESTISSEMENTS  
MÉTROPOLITAINS EN 1947  
(milliards de francs)

|                     | PRÉVISIONS<br>(aux prix de janvier 47) | RÉALISATIONS<br>(compte tenu de<br>l'augmentation des prix) |
|---------------------|----------------------------------------|-------------------------------------------------------------|
| Secteurs de base... | 134                                    | 99 %                                                        |
| Autres secteurs.... | 336                                    | 87 %                                                        |
|                     | <u>470</u>                             | <u>85 %</u>                                                 |

D'autres solutions que la réduction du programme d'investissements, sacrifiant en partie et temporairement la modernisation à la stabilisation, eussent-elles été possibles ? Sans aucun doute, mais en pratique il a fallu tenir compte d'un faisceau de difficultés circonstancielles d'ordre économique, social et politique, empêchant de recourir à des mesures énergiques et sélectives en matière de répartition, de crédits, de fiscalité, etc...

C'est pourquoi libéraux et dirigistes optèrent pour le ralentissement de l'exécution du Plan, plutôt que de tenter une politique d'austérité et de contrôle semblable à celle dont les Anglais nous donnent un exemple courageux.

2° La seconde difficulté qui fit obstacle à la réalisation du Plan fut la crise de nos moyens de paiements extérieurs.

La France est par nature vouée au commerce international. Avant la guerre elle importait déjà le tiers de sa consommation de charbon, la quasi-totalité de son pétrole, ses métaux non ferreux (à l'exception de l'aluminium), son coton, les 9/10<sup>e</sup> de sa laine, plus de 60 % de ses corps gras, etc.; une partie de ces biens (le quart environ) venait de notre Empire, mais néanmoins nos exportations vers l'étranger ne couvraient que les 2/3 de nos importations, la différence étant comblée par les recettes tirées du tourisme, des services et surtout des revenus

<sup>1</sup>. *Rapport sur les efforts de relèvement accomplis par la France depuis la réunion du Comité de Coopération Economique Européenne*. Paris, mars 1948, p. 16.

*J.-R. RABIER*

de placements extérieurs effectués pour la plupart avant 1914.

Aujourd'hui, nos avoirs publics en or et en devises et ceux de nos avoirs privés qui ont été déclarés sont en grande partie liquidés ; notre flotte marchande est amputée d'un tiers ; nos recettes de tourisme sont encore assez faibles ; et nous avons à financer un volume d'importations d'approvisionnement et d'équipement supérieur de 10 % environ à celui de l'avant-guerre, tandis que nos exportations, limitées par le manque de ressources et par l'élévation de nos coûts, sont diminuées d'au moins 20 %.

A ces modifications globales se superposent des bouleversements structurels. Aujourd'hui, la non-transférabilité des monnaies oblige à considérer la situation de nos échanges extérieurs avec chaque zone monétaire, et notamment avec la zone dollar où se rencontrent les plus graves difficultés. En effet, tandis que nos dépenses de tous ordres relatives à la zone dollar représentent près de 60 % du passif de notre balance des paiements courants, les recettes en provenance de la même zone ne dépassent guère 20 % de l'actif total : le déficit extérieur de la France affecte dans la proportion de 90 % nos échanges avec la zone dollar.

ESTIMATION DE BALANCE DES PAIEMENTS COURANTS  
POUR 1947 DE LA FRANCE MÉTROPOLITAINE ET DES TERRITOIRES  
D'OUTRE-MER  
(en millions de dollars)

|                                                                                  | ZONE<br>DOLLAR | ZONE<br>STERLING | AUTRES<br>PAYS<br>ÉTRANGERS | TOTAL   |
|----------------------------------------------------------------------------------|----------------|------------------|-----------------------------|---------|
| A) DÉPENSES                                                                      |                |                  |                             |         |
| Importations.....                                                                | 1.220          | 416              | 468                         | 2.104   |
| Autres dépenses (a).....                                                         | 481            | 164              | 167                         | 812     |
| TOTAL.....                                                                       | 1.701          | 580              | 635                         | 2.916   |
| B) RECETTES                                                                      |                |                  |                             |         |
| Exportations.....                                                                | 120            | 316              | 494                         | 930     |
| Autres recettes.....                                                             | 171            | 217              | 22                          | 410     |
| TOTAL.....                                                                       | 291            | 533              | 516                         | 1.340   |
| Solde débiteur.....                                                              | — 1.410(b)     | — 47             | — 119                       | — 1.576 |
| a. Y compris le déficit net des Territoires d'Outre-Mer, soit 182 millions de \$ |                |                  |                             |         |
| b. Dont, pour les seuls U.S.A. : 1.560 — 220 = 1.340 millions de \$              |                |                  |                             |         |

Depuis la Libération, nous n'avons pu combler notre déficit extérieur que par des prélèvements massifs sur nos avoirs

## PLAN MONNET ET PLAN MARSHALL

publics et privés et par l'obtention de crédits étrangers, notamment aux États-Unis (près de 2 milliards de dollars de cette dernière provenance non compris le prêt de 250 millions de la Banque Internationale). Pour la seule année 1947, l'utilisation des crédits américains a représenté plus de la moitié de nos ressources extérieures. Or, au cours de cette première année d'exécution du Plan, l'augmentation de nos importations (céréales et charbon en particulier) et surtout la hausse des prix sur les marchés mondiaux ont, bien que nos exportations aient, en valeur réelle, doublé par rapport à l'année précédente, amené les plus graves difficultés. Nos moyens de paiements extérieurs étaient sur le point d'être épuisés, et le Gouvernement dut envisager un ralentissement, voire un arrêt de nos importations payables en or ou en dollars<sup>1</sup>.

Le Plan Monnet se trouvait donc, avant même que fût achevée l'année de son démarrage, dans une impasse : compromis dans son programme d'investissements par le développement de l'inflation, arrêté dans son financement extérieur par le manque de devises fortes. Ainsi l'économie française était à la veille d'une catastrophe sans précédent : chute brutale de son activité industrielle faute d'énergie et de matières premières, grave dépression du niveau de vie de la population, chômage, troubles sociaux, développement foudroyant de l'inflation.

C'est alors que — la plupart des pays européens se trouvant, au moins en ce qui concerne la pénurie de dollars, dans une situation semblable — fut prononcé, le 5 juin 1947, le discours historique du général Marshall, qui apparaît comme une pièce maîtresse de la politique américaine dans l'après-guerre, en même temps qu'il *peut* être un élément capital pour le relèvement économique de la France et de l'Europe<sup>2</sup>.

---

1. Cette dernière décision dut effectivement être prise le 26 août, pour toute les importations en provenance de la zone dollar à l'exception de celles de blé, de charbon, de pétrole et de matières grasses. Fin 47 - début 48, la situation fut détendue grâce à l'octroi par les Américains d'une *aide intérimaire* d'un montant global de 184 millions de dollars environ, permettant d'attendre le vote de l'E.R.P..

2. Il est purement gratuit de prétendre, comme on l'entend faire parfois, qu'un renversement de nos courants d'échanges aurait pu ou pourrait être établi au cours des toutes prochaines années à défaut d'une aide américaine ; on peut certes (et l'on doit) s'efforcer de modifier les ordres de grandeur, d'intensifier, dans la mesure du possible, nos échanges avec des pays extérieurs à la zone dollar, *mais on ne saurait modifier à court terme les données fondamentales du problème*. En effet, on ne voit guère où la France et l'Europe pourraient actuellement trouver à la fois les produits, et les crédits dont elles ont besoin, si ce

J.-R. RABIER

« Les besoins de l'Europe pendant les trois ou quatre prochaines années en vivres et en autres produits essentiels importés de l'étranger — notamment d'Amérique — sont tellement plus grands que sa capacité actuelle de paiement qu'elle devra recevoir une aide supplémentaire très importante ou s'exposer à une dislocation économique, sociale et politique très grave.

« Avant même que le Gouvernement des États-Unis puisse poursuivre plus loin ses efforts pour remédier à la situation et aider à remettre l'Europe sur le chemin de la guérison, *un accord devra être réalisé par les pays de l'Europe sur leurs besoins actuels et sur ce que ces pays de l'Europe feront eux-mêmes pour rendre efficaces toutes les mesures que ce gouvernement pourrait prendre.*

« Le rôle de ce pays devrait consister à apporter une aide amicale à l'établissement d'un programme européen, et à aider ensuite à mettre en œuvre ce programme dans la mesure où il sera possible de le faire. *Ce programme devrait être général et établi en commun par un grand nombre de nations européennes, sinon par toutes<sup>1</sup>.* »

Nous n'insisterons pas sur le déroulement des événements depuis le discours d'Harvard : d'abord parce qu'ils sont dans toutes les mémoires, et ensuite parce qu'ils débordent du cadre de cet article consacré au problème français. Rappelons seulement que les principales étapes furent l'élaboration, à Paris, d'août à septembre 1947, du Rapport du *Comité de Coopération Economique Européenne*, exposé détaillé des besoins et des objectifs des seize nations participantes pour la période 1948-1951, puis la préparation par les experts américains du projet de loi sur *l'European Recovery Program*, enfin le vote par le Congrès du *Foreign Assistance Act of 1948*.

Comment se présente à l'heure actuelle la situation de la France vis-à-vis du *contenu économique* de l'E.R.P. ? Dans quelle mesure cette aide, dont on ne connaît encore, au moment où nous écrivons ces lignes, que le montant global pour la période de douze mois allant du 1<sup>er</sup> avril 1948 au 31 mars 1949, peut-elle favoriser la réalisation du Plan Monnet, c'est-à-dire l'équipement et la modernisation de l'économie française ? C'est ce que nous allons maintenant examiner en ayant recours aux documents qui viennent d'être tout récemment rendus publics en France et aux États-Unis.

---

n'est auprès de la puissance économique qui possède, avec 6 % seulement de la population et de la superficie du monde, 25 % du revenu mondial, 55 % de la flotte de commerce, et qui produit 20 % du blé, 33 % du cuivre, 40 % du caoutchouc, 45 % du plomb et du coton, 55 % de la fonte, 60 % du charbon et 63 % du pétrole.

1. Discours du général Marshall. Traduction publiée par les Services Américains d'Information en France.

## PLAN MONNET ET PLAN MARSHALL

### *La France et l'aide américaine.*

Du point de vue économique qui est ici le nôtre<sup>1</sup>, ce que la France attend de l'Aide américaine est essentiellement la possibilité de maintenir, en 1948 et au cours des années prochaines, un courant d'importations suffisant pour combler le déficit de sa production alimentaire, cause principale de l'inflation; permettre un approvisionnement régulier en matières premières de son industrie et de son agriculture; assurer les achats d'équipement sous lesquels on ne saurait parler de modernisation, donc de relèvement durable de son économie.

On sait que les chiffres initialement fournis par les pays européens, lors de la première réunion du Comité de Coopération Économique Européenne, ont été très largement discutés par les experts américains et par les membres du Congrès, et que ce sont les propres estimations de l'Administration américaine qui ont servi de base à la fixation du montant global et de la répartition par pays des crédits ouverts au titre de l'aide à l'Europe<sup>1</sup>.

La préparation de l'*European Recovery Program* est ainsi passée par trois principaux stades successifs qu'il convient de ne pas perdre de vue pour éviter de fréquentes confusions :

a) Les prévisions de production, d'importation, d'exportation et de balance des paiements faites par chacun des pays participants et réunies dans le Rapport du *Comité de Coopération Économique Européenne*<sup>2</sup>.

b) Les estimations américaines substituées aux chiffres précédents, contenues dans les différents chapitres des *Country Studies* et des *Commodity Reports*.

c) Enfin, la répartition probable des crédits votés par le Congrès pour les douze premiers mois<sup>3</sup>.

---

1. Et qui n'a nullement la prétention d'être exclusif.

2. Deux volumes, édités en langue française par l'Imprimerie Nationale Paris 1947.

3. 5.300 millions de dollars pour la première année, dont probablement 1.130 millions pour la France, 60 à 70 % du montant global devant être constitués par des dons purs et simples, et le reste par des prêts dont les conditions de remboursement restent indéterminées.

J.-R. RABIER

3. RÉPARTITION PROBABLE ENTRE LES PAYS PARTICIPANTS  
DES CRÉDITS VOTÉS  
(millions de dollars)

|                                     |       |       |
|-------------------------------------|-------|-------|
| Grande-Bretagne et Irlande.....     | 1.438 | 27 %  |
| France.....                         | 1.130 | 21 %  |
| Benelux.....                        | 894   | 17 %  |
| Italie.....                         | 703   | 13 %  |
| Allemagne occidentale et Sarre..... | 550   | 10 %  |
| Suède, Norvège, Danemark.....       | 170   | 3 %   |
| Autriche.....                       | 185   | 3,5 % |
| Grèce, Turquie, Islande, etc.....   | 230   | 4,5 % |
| TOTAL.....                          | 5.300 | 100 % |

Portugal, Suisse : aide indirecte.

C'est de la confrontation de ces trois séries de chiffres que l'on peut tenter de dégager, en ce qui concerne la France, une première indication sur la nature et la signification réelle du « Plan Marshall » et sur l'influence que son exécution peut avoir sur celle du Plan Monnet.

Soulignons tout d'abord que les experts américains ont à maintes reprises, dans leurs travaux consacrés à la France, affirmé d'une façon extrêmement nette qu'ils reconnaissaient la valeur du Plan Monnet comme instrument du relèvement de l'économie française. Citons, par exemple, ce passage des *Country Studies* :

« Les mesures que la France a prises et continuera à prendre pour son propre relèvement se basent sur le plan Monnet, qui a été adopté au début de 1947. Ce plan, établi avec la coopération étroite des organisations patronales, ouvrières et agricoles et des consommateurs, représenta le premier effort qui se fût manifesté dans l'Europe d'après guerre en vue d'établir un large bilan national et un programme d'ensemble pour l'avenir. *Le Plan Monnet peut être considéré comme posant les grandes lignes de l'action économique que doit poursuivre la France si elle veut subvenir à ses propres besoins et contribuer, pour certains produits, à satisfaire ceux des autres pays européens.*

« Dans ses grandes lignes, le programme de relèvement de la France tel qu'il a été soumis au Comité de Coopération Économique Européenne est fondé sur le plan Monnet. Il envisage une production intérieure substantiellement accrue et des investissements en capital destinés à combattre le vieillissement et le défaut d'entretien dans les activités de base, principalement les charbonnages, l'électricité, la sidérurgie, les transports et l'agriculture<sup>1</sup>. »

Cependant, malgré ces affirmations de principe, les besoins exprimés par les experts français qui participèrent à l'élabo-

1. Chapitre « France » des *Country Studies*. (Les passages soulignés le sont par nous.)

## PLAN MONNET ET PLAN MARSHALL

ration du Rapport de Paris ont été d'une façon assez importante minorés dans les estimations américaines et, en outre, l'origine des importations prévue fut dans une grande mesure, reportée sur des pays autres que ceux de l'hémisphère occidental.

1<sup>o</sup> Tandis que le Rapport de Paris prévoyait pour la France métropolitaine, au cours de l'année 1948, un volume d'importations de 2.775 millions de dollars, les estimations américaines ne retiennent que 2.425 millions de dollars pour les douze premiers mois (avril 48-mars 49), soit une différence de 350 millions de dollars qui, compte tenu des corrections nécessaires pour rendre les prix et les périodes comparables, peut être ramenée à 300 millions de dollars, soit environ 10 % du total.

Si maintenant l'on compare, pour les différents postes, les prévisions françaises et les estimations américaines d'importations métropolitaines, on arrive aux résultats suivants (en millions de dollars, chiffres arrondis) :

|                                             | RAPPORT DE<br>PARIS<br>(valeurs<br>corrigées) | ESTIMATIONS<br>AMÉRICAINES | DIFFÉRENCE |
|---------------------------------------------|-----------------------------------------------|----------------------------|------------|
| Produits agricoles et<br>alimentaires. .... | 400                                           | 350                        | — 13 %     |
| Matières premières. ....                    | 1.530                                         | 1.560                      | + 2 %      |
| Produits manufacturés ....                  | 135                                           | 180                        | + 34 %     |
| Équipement. ....                            | 650                                           | 330                        | — 49 %     |

On constate que la réduction globale de 300 millions de dollars affecte principalement les biens d'équipement et secondairement les produits agricoles et alimentaires, tandis que les estimations concernant les produits manufacturés et les matières premières ont été majorées.

Comment expliquer ces différences ? Il faut pour cela examiner le détail, pour chaque produit, des prévisions françaises et des estimations américaines.

Dans l'ensemble, les estimations américaines semblent fondées sur trois ordres de considérations :

a) Certaines prévisions françaises sont apparues comme nettement optimistes (par exemple celle qui fixait à 10,4 millions de tonnes pour 1948 contre 5,8 en 1947 la production d'acier brut), et seraient aujourd'hui ramenées à un niveau inférieur à celui que l'on escomptait, en août-septembre derniers, pouvoir atteindre. En revanche, les Américains surestiment nos possibilités de production pour certains produits (céréales, engrais).

J.-R. RABIER

b) Les Américains tiennent compte, dans leurs estimations, de la situation de leur propre marché, d'où certaines réductions concernant les produits rares (aliments du bétail, pétrole, métaux non ferreux, papiers et pâtes, équipement agricole et équipement sidérurgique); par contre, des augmentations notables portent sur les produits surabondants aux U.S.A. (café, œufs, fruits, tabac, coton, etc.).

D'une façon générale, le poste « équipement » ne paraît pas, malgré son importante réduction, avoir été examiné avec défaveur, puisque l'examen détaillé montre, à côté des réductions signalées, quelques majorations (équipement électrique, équipement forestier, matériel de transport).

c) En revanche, dans certains cas, les réductions ne semblent pouvoir être expliquées que par la pression des intérêts privés américains désireux d'éviter le développement en Europe d'activités concurrentes : cela paraît être le cas, en particulier pour les navires dont la cession aux pays européens ou même la construction en Europe n'est envisagée qu'avec beaucoup de réticence.

2° On constate, par ailleurs, à comparer les prévisions françaises et les estimations américaines, un glissement, quant à l'origine des importations, des pays de l'hémisphère occidental vers les autres régions du monde.

Ce glissement, qui affecte principalement l'équipement et les matières premières — biens dont la pénurie se fait sentir d'une façon aiguë aux États-Unis — pose un double problème qui ne semble pas être encore résolu : c'est, d'une part, celui de la *disponibilité physique* des produits dans les zones désignées, et c'est, d'autre part, celui de nos *moyens de paiement*, en particulier vis-à-vis des pays non participants au Comité de Coopération.

En dernière analyse, selon les estimations américaines elles-mêmes, le déficit global de la balance des paiements de la zone franc (métropole, Sarre et Territoires d'Outre-Mer) avec tous les autres pays serait de l'ordre de 1.500 millions de dollars, pour la période avril 48-mars 49, dont plus des deux tiers avec l'hémisphère occidental. C'est pour combler cette dernière et importante partie de notre déficit que l'aide américaine vient à point, mais il ne faut pas perdre de vue : *primo*, que le déficit global réel risque d'être très supérieur à celui qui est prévu par les experts américains ; *secundo*, que l'aide américaine laisse subsister un déficit d'environ 500 millions de dol-

## PLAN MONNET ET PLAN MARSHALL

lars avec les régions autres que celles de l'hémisphère occidental. De toute façon s'imposent donc des mesures extrêmement énergiques, tant pour rechercher des sources d'importation autres que celles de la zone dollar que pour développer nos exportations, faute de quoi nous n'aurons que l'alternative de réduire nos achats à l'étranger ou de solliciter, sous la pression de la nécessité, l'obtention de larges crédits privés.

On ne peut évidemment pas tirer des remarques qui précèdent des conclusions définitives. En effet les chiffres cités n'ont qu'un caractère provisoire et purement indicatif — mis à part l'ordre de grandeur du montant de l'Aide américaine à la France pour la période avril 48-mars 49, montant dont la répartition par produit n'est pas encore connue et doit faire l'objet, dans les prochaines semaines, de négociations entre les nations bénéficiaires et les États-Unis.

Toutefois, il semble établi que, malgré les modifications qu'elle a subies avant de prendre l'aspect que nous lui connaissons actuellement, *l'Aide américaine représente pour la France un appoint nécessaire, appréciable encore que limité.*

Onze cents millions de dollars équivalent à 80 % du déficit de notre balance courante avec la zone dollar pour l'année 1947, à 70 % du déficit total de notre balance des paiements courants pour la même année. Somme considérable<sup>1</sup>, elle ne nous autorise en aucune façon à vivre dans l'euphorie, et ne prendra sa véritable signification que par l'emploi qui en sera fait.

Cet emploi dépend lui-même, pour partie, des disponibilités physiques sur les marchés mondiaux — et notamment sur le marché des U.S.A., où la plus grande part des crédits sera sans doute utilisée sous forme d'allocations directes en produits ; il dépend en outre des principes qui présideront à la gestion de l'Administrateur américain désigné, aux termes de la loi d'Aide à l'Europe, pour diriger les opérations ; il dépend enfin de l'utilisation que chaque pays bénéficiaire sera capable de suggérer en établissant ses propres programmes d'importations et de production, et du développement de la coopération entre les nations participantes.

---

1. Au taux de change moyen de 260 francs pour 1 \$, elle équivaut au tiers du budget de l'État pour 1948 et à 6 % de la production nationale brute.

J.-R. RABIER

Nous en revenons ainsi, après un long détour, au problème du Plan Monnet et des chances qui lui sont offertes.

La première condition, sinon pour rattraper en quelques mois le retard pris en 1947, mais du moins pour rétablir, en 1948-49, une situation propice à l'exécution cohérente d'objectifs dûment révisés, est que la *stabilisation monétaire* permette à nouveau la formation et l'utilisation productive de l'épargne nationale. Un ralentissement du programme d'investissements a, comme nous l'avons vu, été jugé nécessaire en raison du développement de l'inflation. L'une des causes de celle-ci, la pression de la demande sur le marché des biens de consommation, doit normalement être atténuée tant par les résultats de la prochaine récolte que par les importations prévues de denrées alimentaires et de moyens de production agricole. En outre, une masse considérable de monnaie nationale constituée par la contre-valeur de la vente en France des biens fournis gratuitement au titre de l'E.R.P. doit permettre le financement de la Reconstruction et du programme d'investissements sans recourir aux avances de l'Institut d'Émission<sup>1</sup>.

La seconde condition est que, tout en visant à améliorer rapidement le niveau de vie de la population, l'aide américaine fasse une part suffisante aux allocations de matières premières et de biens d'équipement. Selon les derniers renseignements obtenus sur la répartition probable des crédits accordés à la France pour financer ses achats dans l'hémisphère occidental au cours des douze premiers mois, la répartition entre les différents postes serait la suivante :

|                                         |      |
|-----------------------------------------|------|
| produits agricoles et alimentaires..... | 29 % |
| matières premières.....                 | 42 % |
| produits manufacturés.....              | 10 % |
| biens d'équipement .....                | 19 % |

Cette répartition tient compte dans une assez large mesure des observations faites par les experts français sur les premières estimations américaines.

---

1. Le principe de cette utilisation en ce qui concerne les crédits de l'aide intérimaire a déjà été admis par les Américains, bien qu'ils eussent d'abord exprimé le vœu de voir ces unités monétaires affectées au remboursement de la dette publique ou purement et simplement retirées de la circulation. Il est probable qu'un accord semblable interviendra entre le gouvernement français et l'Administrateur de l'E.R.P..

## PLAN MONNET ET PLAN MARSHALL

Il n'en reste pas moins que la France devra faire tous ses efforts, à mesure que le niveau de vie de sa population se relèvera et que sa situation financière sera assainie, pour accroître la part de l'équipement tant dans la production nationale que dans les importations.



Au moment où nous écrivons ces lignes, le « Plan Marshall » vient d'être voté par le Congrès et signé par le président des États-Unis. En fait, c'est encore un cadre dont le contenu reste largement indéterminé, d'où la difficulté de porter valablement sur lui un jugement définitif.

Du moins peut-on tenter, en ce qui concerne l'économie française et son avenir, d'en dégager objectivement la signification, les chances et les risques.

Une aide extérieure est, au moins pour les prochaines années, rigoureusement indispensable au redressement de l'économie française liée elle-même à l'exécution du Plan Monnet, et rien ne permet de supposer, dans l'état actuel du monde, qu'elle puisse être autre qu'une aide américaine. Cette aide, dont nous avons déjà bénéficié pendant la guerre — comme toutes les nations alliées — et depuis la Libération — comme la plupart des pays européens — revêt aujourd'hui la forme du « Plan Marshall », dont tel ou tel aspect, tel ou tel commentaire, tel ou tel environnement peuvent paraître regrettables, mais qui, dans son contenu économique, est une donnée dont toute politique réaliste doit tenir compte.

Le « Plan Marshall » donne ses chances à l'économie française, comme d'ailleurs aux autres économies européennes dont elle ne saurait être séparée, mais, si les nations bénéficiaires doivent être sensibles aux charges qu'il implique pour la population américaine comme elles doivent être conscientes de la complexité des mobiles qui animent le Gouvernement américain dans sa politique actuelle, elles ne doivent pas s'illusionner sur les vertus de l'E.R.P. Aide substantielle encore que limitée — limitée dans son montant et aussi dans sa durée : n'oublions pas que le vote du Congrès ne concerne qu'une période de douze mois — le « Plan Marshall » ne pourra jamais *garantir* la reconstruction et la modernisation de l'Europe, mais seulement la *favoriser*, « priming the pump »

J.-R. RABIER

comme on dit outre-Atlantique. Nos onze cents millions de dollars peuvent nous permettre de sortir la tête de l'eau, mais ne nous donnent aucune assurance contre les risques de naufrage.

L'option qui se présente à nous Français nous semble, en conséquence, être très différente de celle qui est habituellement posée entre refus ou acceptation du Plan Marshall : c'est une option entre *bon et mauvais usage du Plan Marshall*. Certes, le bon usage ne dépend pas seulement de nous : la politique américaine, l'action de l'Administrateur de l'E.R.P., les tendances des groupes politiquement et économiquement dominants aux U.S.A. auront un poids appréciable sur la marche des événements. Mais une certaine expérience de la politique économique française — depuis la Libération notamment — peut nous inciter à souligner à l'avance les erreurs à éviter.

Si, considérant l'aide américaine comme une rente viagère, nous gaspillons par incurie les dollars accordés en importations somptuaires, alors, soyons sans illusions sur l'avenir de notre économie et de notre indépendance nationales ! Ou bien les Américains finiront par se lasser (en admettant — ce qui est peu probable — que la situation internationale le leur permette) et abandonneront l'Europe à son déclin ; ou bien ils s'efforceront d'assurer, par d'autres moyens ou à d'autres conditions, les résultats qu'ils attendaient de l'E.R.P..

Si, au contraire, notre gouvernement et notre opinion publique, discernant dans le « Plan Marshall » les chances immédiates qu'il nous offre et les risques plus lointains qu'il nous dissimule, entreprennent véritablement, par un emploi rationnel des crédits américains et de toutes les autres ressources dont nous pouvons disposer en France, dans les territoires d'Outre-Mer ou dans les diverses régions du monde<sup>1</sup>, la modernisation de notre économie, dans le cadre d'un Plan Monnet révisé et d'institutions économiques nouvelles, alors notre indépendance aura quelque chance d'être sauvée.

L'indépendance d'un peuple ne repose pas sur ses souvenirs du passé, ses hésitations dans le présent ou ses illusions pour l'avenir. Le Prêt-Bail a puissamment aidé les nations européennes à contribuer à la victoire commune, le Plan Marshall

---

1. La signature récente d'un accord franco-polonais, portant sur des échanges d'une valeur de 60 millions de dollars et sur la période 1948-1952, est un indice favorable de l'orientation de nos efforts.

*PLAN MONNET ET PLAN MARSHALL*

*peut* servir à la reconstruction de l'Europe. La France ne saurait, à notre avis, se passer du second, de même qu'elle n'aurait pu se passer du premier.

C'est aux Français de choisir entre deux attitudes : celle de la France *combattante* et celle de la France *entretenu*e.

Jacques-René RABIER.

